

Fonds Valeur équilibré Dynamique

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186, en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 40, Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires du Fonds, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Fonds Valeur équilibré Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des Normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant) y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans

chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à procurer un niveau élevé de revenu d'intérêt et de dividendes ainsi que de croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de participation et des titres de créance canadiens, notamment des obligations de sociétés dont la note est faible.

Le Fonds dégage l'ensemble de son rendement au moyen de placements de titres productifs de revenu ainsi que de titres de participation qui permettront une croissance du capital à long terme. Il investit principalement dans des titres à revenu fixe et des actions ordinaires canadiens. La répartition entre les titres à revenu fixe et les titres de participation variera, selon l'évaluation de la conjoncture économique et des marchés que fera le conseiller en valeurs.

L'analyse des placements dans le volet des titres de participation du Fonds se fait selon une démarche ascendante centrée sur un examen attentif des différents éléments de chaque société. Ayant adopté une approche de placement axée sur la valeur, le Fonds investit dans des sociétés qui offrent une bonne valeur établie en fonction du cours actuel du titre par rapport à la valeur intrinsèque de la société.

Pour établir la composante de titres à revenu fixe du Fonds, le conseiller en valeurs investit dans un portefeuille diversifié composé de titres à revenu fixe émis par des sociétés et des gouvernements canadiens ou étrangers et se concentre sur les obligations de sociétés, y compris celles qui sont notées BBB ou moins par une agence de notation nord-américaine reconnue. Le Fonds peut également investir dans d'autres titres productifs de revenu ou des obligations de sociétés en défaut.

L'objectif et les stratégies de placement du Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026 (la « période »), les parts de série A du Fonds ont enregistré un rendement total de 18,6 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui est fondé sur le rendement d'un indice ne comportant ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation et les autres charges imputables à chaque série. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour obtenir le rendement des autres séries du Fonds.

Pour la même période, les indices de référence généraux du Fonds, à savoir l'indice composé S&P/TSX et l'indice des obligations universelles FTSE Canada, ont respectivement réalisé un rendement de 32,9 % et de 3,5 %. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

L'indice de référence mixte du Fonds, composé à 60 % de l'indice composé S&P/TSX et à 40 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada, a affiché un rendement de 20,4 % au cours de la même période. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus étroitement les secteurs du marché ou les catégories d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile avec le rendement du Fonds.

Le Fonds a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence mixte, en partie en raison de la sous-pondération du secteur des matériaux et de la sélection de titres dans ce secteur et celui des technologies de l'information. La sélection de titres dans le secteur des soins de santé a été un facteur favorable au rendement relatif.

Le marché des actions canadien a progressé au cours de la période de 12 mois, l'indice composé S&P/TSX ayant atteint un sommet inégalé, affichant un rendement de 32,9 %. Le leadership sectoriel et la vigueur des bénéfices des sociétés, de concert avec l'amélioration de la confiance des investisseurs à l'égard des marchés liés aux ressources, ont favorisé ces excellents résultats. La reprise a été particulièrement marquée parce qu'elle s'est produite dans un contexte macroéconomique mitigé : la croissance au Canada est demeurée faible, les pressions inflationnistes sont réapparues en raison des prix de l'énergie, et l'incertitude entourant la politique commerciale a continué de peser sur la confiance des entreprises.

Le rendement du marché a été tiré par les poids lourds sectoriels habituels, soit les matériaux, la finance et l'énergie. Les matériaux ont été le principal contributeur pendant une grande partie de la période, soutenus par les prix élevés des métaux précieux et la demande de couvertures de l'inflation dans un contexte d'incertitude géopolitique. Les actions liées à l'or ont bénéficié des flux de valeurs refuges, tandis que l'exposition plus générale aux métaux a été favorisée par l'intérêt des investisseurs pour les minéraux essentiels et la demande d'infrastructures. Le secteur de la finance a également contribué de façon significative, les banques canadiennes ayant bénéficié d'un contexte de taux plus stables, d'une performance résiliente des titres de créance et d'une amélioration des attentes en matière de bénéfices. Les actions du secteur de l'énergie ont été globalement plus fermes, soutenues par les prix élevés du pétrole à divers moments de la période, bien que les résultats aient été plus inégaux, les prix du pétrole brut ayant évolué en fonction des développements géopolitiques et des préoccupations liées à l'offre mondiale.

La conjoncture économique intérieure s'est avérée moins solide que ne le laissait entendre le rendement global du marché des actions. La Banque du Canada a maintenu son taux du financement à un jour à 2,25 % en juin 2026, cherchant à trouver un équilibre entre une économie en perte de vitesse et de nouvelles pressions inflationnistes. Le PIB réel a légèrement reculé au premier trimestre de 2026, l'activité dans le secteur du logement s'est affaiblie et l'investissement des entreprises est resté en stagnation. Les conditions du marché du travail étaient en dents de scie, le chômage fluctuant entre 6,5 % et 7 %. L'inflation est passée à 2,8 % en avril, ce qui reflète essentiellement la hausse des prix de l'énergie et les effets de base liés à l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs, tandis que les mesures de l'inflation fondamentale se sont rapprochées de 2 %. Cette situation a conduit les décideurs politiques à adopter une position prudente : ils étaient prêts à ne pas tenir compte de l'inflation à court terme liée aux prix de l'énergie, mais restaient attentifs à tout signe indiquant que les pressions sur les prix devenaient plus persistantes.

Dix des onze secteurs de la classification Global Industry Classification Standard (« GICS ») ont généré des rendements positifs au cours de la période de 12 mois. Les secteurs les plus performants ont été les matériaux, la finance et l'énergie. Les secteurs les moins performants ont été ceux de la technologie, des communications et de l'immobilier.

Au cours de la période, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling, mais il s'est raffermi par rapport au yen japonais.

Le marché obligataire canadien, représenté par l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a affiché un rendement positif de 3,5 % pour la période de 12 mois close le 30 juin 2026. Le rendement des obligations à 10 ans du gouvernement du Canada a évolué dans une fourchette plutôt large, variant entre 3,0 % et 3,7 %. Les investisseurs ont pris en considération le ralentissement de la croissance économique, l'évolution de la dynamique inflationniste et l'incertitude entourant la politique commerciale mondiale. La Banque du Canada (« BdC ») a procédé à deux autres baisses de 25 points de base, soit en septembre et en octobre 2025, ce qui a ramené le taux directeur à 2,25 %, et elle a ensuite maintenu un taux stable pour cinq réunions consécutives. Les décideurs ont pris en compte la faiblesse de l'économie nationale et le ralentissement du marché du travail dans un contexte de hausse temporaire de l'inflation globale découlant essentiellement des coûts de l'énergie.

Les écarts de rendement des obligations de sociétés de catégorie investissement se sont resserrés au second semestre de 2025, puis se sont élargis en raison des préoccupations occasionnées par les flux commerciaux mondiaux. Les tensions géopolitiques ont provoqué un regain de volatilité, ce qui a entraîné un nouvel élargissement des écarts de taux. Les obligations à rendement élevé ont également dégagé des rendements positifs, s'appuyant sur un taux de défaillance qui devrait demeurer relativement stable. Au final, la résilience des fondamentaux des entreprises, les rendements globaux attrayants et la demande exceptionnellement forte pour les obligations de première qualité ont ramené les écarts à une fourchette plus étroite et plus basse à la clôture de la période.

En ce qui a trait à la répartition de l'actif, le Fonds est demeuré constant. Au cours de la période, les placements au Canada ont été accrus, tandis que ceux aux États-Unis ont été réduits. Sur le plan sectoriel, les changements importants comprennent une augmentation de la pondération des secteurs de la finance, de l'énergie et de la consommation discrétionnaire, tandis que celle des technologies de l'information a été réduite.

D'un point de vue sectoriel, et sur une base de rendement absolu, la finance et, dans une moindre mesure, l'énergie, les matériaux, les soins de santé, la consommation discrétionnaire, la consommation de base, l'industrie et les services de communication ont contribué au rendement, tandis que les technologies de l'information et les services aux collectivités l'ont entravé. La stratégie de couverture du change a eu un effet défavorable sur le rendement et vise à réduire le risque de change. Pour ce qui est des titres, ceux de Power Corporation du Canada, de la Banque de Nouvelle-Écosse et de la Banque Royale du Canada ont fait

partie des plus performants, tandis que ceux d'Open Text Corporation, de CGI inc. et d'Onex Corporation ont entravé le rendement.

La partie du portefeuille consacrée aux titres à revenu fixe a affiché un rendement conforme à celui de l'indice de référence au cours de la période. La surpondération des titres de créance et la sous-pondération des obligations d'État ont été favorables au rendement, les obligations de sociétés ayant fait mieux que les obligations d'État. Le Fonds a réduit son exposition au risque de crédit en février et en mars, les écarts de taux s'étant élargis en raison des tensions géopolitiques et de la flambée des prix de l'énergie. L'exposition au risque de crédit a été augmentée en avril et en mai lorsque les tensions se sont apaisées, les prix de l'énergie ont baissé et les écarts de taux se sont rétrécis. La surpondération des obligations américaines a nui à la performance lorsque les rendements américains ont augmenté au cours du premier trimestre, mais cette incidence négative a été atténuée lorsque ces rendements ont baissé plus tard au cours de l'exercice. Le premier semestre de 2026 a été très volatile pour les marchés obligataires et la composante des titres à revenu fixe a été positionnée de manière défensive pour fournir un contrepoids au Fonds.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 367,4 millions de dollars au 30 juin 2025 à 398,8 millions de dollars au 30 juin 2026. Cette variation s'explique par des rachats nets de 35,3 millions de dollars, par des gains sur les placements de 68,1 millions de dollars et par des distributions en trésorerie de 1,4 million de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés et calculés quotidiennement et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 6 000 \$ à des courtiers liés.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire

peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, de services de garde et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter, Cecilia Mo et Jim Lampard – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Ces dernières permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue dans un conflit d'intérêts donné, pourvu qu'il se conforme aux politiques et aux procédures établies pour traiter le conflit d'intérêts en question et fasse périodiquement rapport au CEI sur la situation. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les

dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;

- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation, et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds (\$)¹

Pour la période close le	Actif net, à l'ouverture de la période	Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
		Total des revenus	Total des charges	Gains réalisés pour la période	Gains latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾	
Série A												
30 juin 2026	23,91	0,75	(0,55)	1,47	2,68	4,35	—	(0,16)	(0,78)	—	(0,94)	27,34
30 juin 2025	21,85	0,69	(0,51)	1,31	1,02	2,51	—	(0,15)	—	(0,27)	(0,42)	23,91
30 juin 2024	20,66	0,66	(0,47)	0,16	1,61	1,96	—	(0,03)	(0,48)	—	(0,51)	21,85
30 juin 2023	19,96	0,64	(0,45)	0,30	0,70	1,19	—	(0,15)	(0,34)	—	(0,49)	20,66
30 juin 2022	21,09	0,54	(0,47)	1,04	(1,63)	(0,52)	—	—	(0,57)	—	(0,57)	19,96
Série F												
30 juin 2026	26,72	0,84	(0,29)	1,63	3,04	5,22	(0,06)	(0,42)	(0,85)	—	(1,33)	30,61
30 juin 2025	24,42	0,77	(0,27)	1,47	1,12	3,09	(0,05)	(0,36)	—	(0,36)	(0,77)	26,72
30 juin 2024	23,08	0,75	(0,25)	0,20	1,82	2,52	—	(0,13)	(0,70)	—	(0,83)	24,42
30 juin 2023	22,28	0,72	(0,24)	0,34	0,77	1,59	—	(0,42)	(0,37)	—	(0,79)	23,08
30 juin 2022	23,52	0,60	(0,25)	1,21	(2,41)	(0,85)	—	(0,16)	(0,72)	—	(0,88)	22,28
Série FT												
30 juin 2026	11,24	0,35	(0,13)	0,69	1,28	2,19	(0,02)	(0,18)	(0,36)	(0,01)	(0,57)	12,85
30 juin 2025	10,47	0,33	(0,12)	0,63	0,44	1,28	(0,02)	(0,16)	—	(0,36)	(0,54)	11,24
30 juin 2024	10,10	0,32	(0,11)	0,07	0,60	0,88	—	(0,10)	(0,45)	—	(0,55)	10,47
30 juin 2023	9,92	0,32	(0,11)	0,07	0,24	0,52	—	(0,18)	(0,16)	(0,19)	(0,53)	10,10
30 juin 2022	10,60	0,27	(0,11)	0,54	(1,05)	(0,35)	—	(0,07)	(0,34)	(0,11)	(0,52)	9,92

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾	
Série G												
30 juin 2026	23,50	0,73	(0,57)	1,46	2,60	4,22	—	(0,13)	(0,77)	—	(0,90)	26,87
30 juin 2025	21,53	0,68	(0,53)	1,29	1,03	2,47	—	(0,13)	—	(0,32)	(0,45)	23,50
30 juin 2024	20,43	0,65	(0,48)	0,15	1,31	1,63	—	(0,04)	(0,51)	—	(0,55)	21,53
30 juin 2023	19,76	0,63	(0,47)	0,29	0,70	1,15	—	(0,15)	(0,34)	—	(0,49)	20,43
30 juin 2022	20,91	0,53	(0,49)	1,02	(1,50)	(0,44)	—	—	(0,57)	—	(0,57)	19,76
Série I												
30 juin 2026	6,96	0,22	(0,01)	0,43	0,78	1,42	(0,08)	(0,11)	(0,22)	—	(0,41)	7,98
30 juin 2025	6,35	0,20	(0,01)	0,37	0,38	0,94	(0,07)	(0,08)	—	(0,09)	(0,24)	6,96
30 juin 2024	6,01	0,19	(0,01)	0,05	0,38	0,61	—	(0,06)	(0,21)	—	(0,27)	6,35
30 juin 2023	5,80	0,19	(0,01)	0,09	0,20	0,47	—	(0,17)	(0,10)	—	(0,27)	6,01
30 juin 2022	6,13	0,16	(0,01)	0,31	(0,51)	(0,05)	—	(0,08)	(0,21)	—	(0,29)	5,80
Série O												
30 juin 2026	6,86	0,21	(0,00)	0,42	0,79	1,42	(0,08)	(0,11)	(0,22)	—	(0,41)	7,87
30 juin 2025	6,27	0,20	—	0,38	0,26	0,84	(0,07)	(0,08)	—	(0,09)	(0,24)	6,86
30 juin 2024	5,92	0,19	—	0,05	0,38	0,62	—	(0,06)	(0,20)	—	(0,26)	6,27
30 juin 2023	5,71	0,18	—	0,09	0,19	0,46	—	(0,16)	(0,10)	—	(0,26)	5,92
30 juin 2022	6,02	0,15	—	0,30	(0,54)	(0,09)	—	(0,08)	(0,20)	—	(0,28)	5,71
Série T												
30 juin 2026	4,65	0,15	(0,11)	0,29	0,51	0,84	—	(0,03)	(0,15)	(0,06)	(0,24)	5,26
30 juin 2025	4,39	0,14	(0,10)	0,26	0,19	0,49	—	(0,03)	—	(0,19)	(0,22)	4,65
30 juin 2024	4,25	0,13	(0,09)	0,03	0,28	0,35	—	(0,01)	(0,19)	(0,01)	(0,21)	4,39
30 juin 2023	4,23	0,13	(0,09)	0,06	0,15	0,25	—	(0,03)	(0,07)	(0,12)	(0,22)	4,25
30 juin 2022	4,57	0,12	(0,10)	0,22	(0,34)	(0,10)	—	—	(0,13)	(0,10)	(0,23)	4,23

1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ¹⁾
Série A							
30 juin 2026	198 839	7 271 763	2,15	2,15	0,02	46,12	27,34
30 juin 2025	191 363	8 004 865	2,16	2,16	0,02	49,27	23,91
30 juin 2024	191 261	8 754 492	2,16	2,16	0,02	68,73	21,85
30 juin 2023	192 420	9 313 668	2,16	2,16	0,02	36,86	20,66
30 juin 2022	193 468	9 693 783	2,16	2,16	0,01	8,72	19,96
Série F							
30 juin 2026	46 524	1 519 888	1,02	1,02	0,02	46,12	30,61
30 juin 2025	39 579	1 481 303	1,02	1,02	0,02	49,27	26,72
30 juin 2024	38 818	1 589 455	1,02	1,02	0,02	68,73	24,42
30 juin 2023	33 946	1 470 763	1,02	1,02	0,02	36,86	23,08
30 juin 2022	33 185	1 489 565	1,02	1,02	0,01	8,72	22,28
Série FT							
30 juin 2026	10 341	805 017	1,06	1,06	0,02	46,12	12,85
30 juin 2025	8 737	777 568	1,05	1,05	0,02	49,27	11,24
30 juin 2024	7 243	691 567	1,05	1,06	0,02	68,73	10,47
30 juin 2023	8 046	796 971	1,05	1,05	0,02	36,86	10,10
30 juin 2022	6 746	680 172	1,05	1,05	0,01	8,72	9,92
Série G							
30 juin 2026	30 840	1 147 687	2,27	2,27	0,02	46,12	26,87
30 juin 2025	32 687	1 390 690	2,27	2,27	0,02	49,27	23,50
30 juin 2024	34 595	1 606 566	2,27	2,27	0,02	68,73	21,53
30 juin 2023	38 709	1 894 480	2,27	2,27	0,02	36,86	20,43
30 juin 2022	42 493	2 150 098	2,28	2,28	0,01	8,72	19,76

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre de parts en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par part (\$) ¹⁾
Série I							
30 juin 2026	3 230	404 915	0,08	0,08	0,02	46,12	7,98
30 juin 2025	3 074	441 450	0,08	0,08	0,02	49,27	6,96
30 juin 2024	4 214	663 262	0,08	0,08	0,02	68,73	6,35
30 juin 2023	4 611	767 773	0,08	0,08	0,02	36,86	6,01
30 juin 2022	4 601	792 576	0,08	0,08	0,01	8,72	5,80
Série O							
30 juin 2026	102 604	13 032 744	0,04	0,04	0,02	46,12	7,87
30 juin 2025	85 524	12 460 923	0,04	0,04	0,02	49,27	6,86
30 juin 2024	76 144	12 149 894	0,04	0,04	0,02	68,73	6,27
30 juin 2023	68 604	11 597 512	0,04	0,04	0,02	36,86	5,92
30 juin 2022	51 643	9 047 528	0,04	0,04	0,01	8,72	5,71
Série T							
30 juin 2026	6 388	1 214 161	2,15	2,15	0,02	46,12	5,26
30 juin 2025	6 475	1 391 215	2,16	2,16	0,02	49,27	4,65
30 juin 2024	6 513	1 485 067	2,16	2,16	0,02	68,73	4,39
30 juin 2023	6 929	1 628 756	2,16	2,16	0,02	36,86	4,25
30 juin 2022	7 414	1 754 082	2,16	2,17	0,01	8,72	4,23

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés et calculés quotidiennement et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres [†] (%)
Série A	1,85	49,8	50,2
Série F	0,85	—	100,0
Série FT	0,85	—	100,0
Série G	2,00	45,4	54,6
Série I*	s. o.	—	—
Série O*	s. o.	—	—
Série T	1,85	51,5	48,5

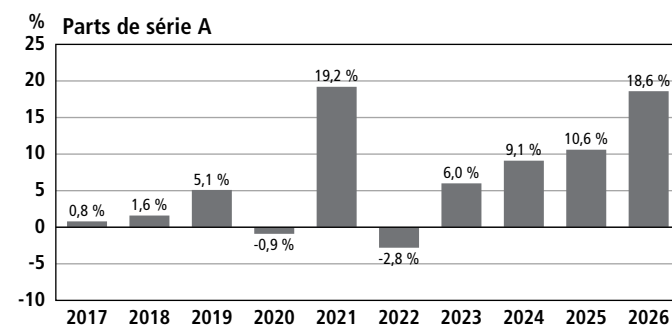
* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

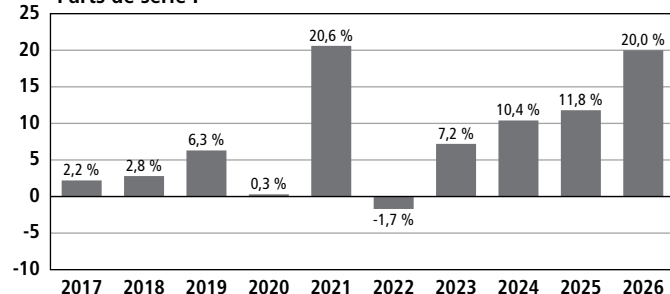
Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.



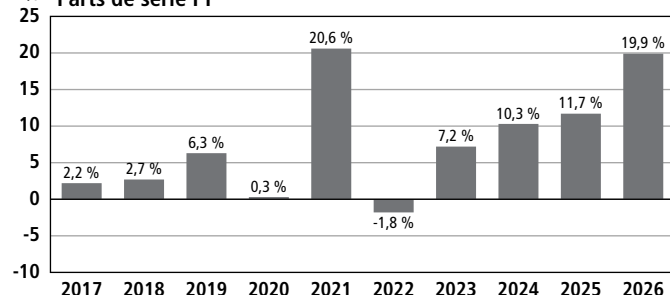
Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les

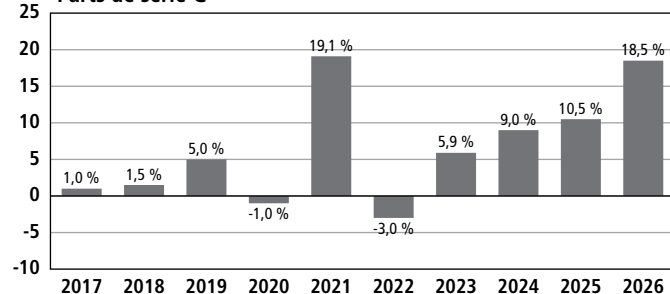
% Parts de série F



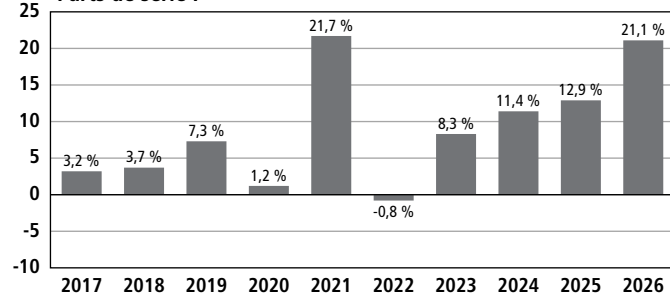
% Parts de série FT



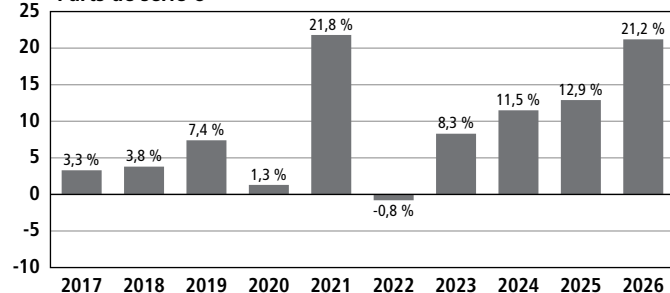
% Parts de série G



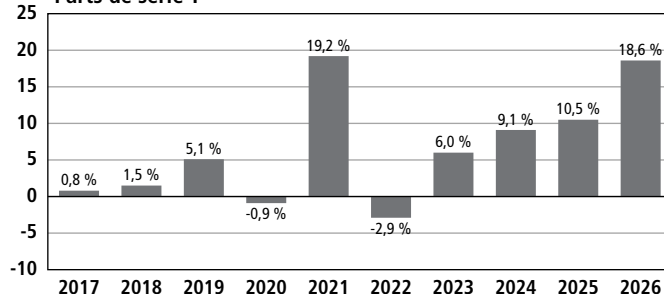
% Parts de série I



% Parts de série O



% Parts de série T



Rendements annuels composés

Le tableau ci-dessous des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans
Série A	%	18,6	12,7	8,1	6,5
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série F	%	20,0	14,0	9,3	7,7
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série FT	%	19,9	13,9	9,3	7,7
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série G	%	18,5	12,6	8,0	6,4
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série I	%	21,1	15,1	10,4	8,8
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série O	%	21,2	15,1	10,4	8,8
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7
Série T	%	18,6	12,7	8,1	6,5
Indice de référence mixte*	%	20,4	15,6	9,2	8,4
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7

* L'indice de référence mixte est composé à 60 % de l'indice composé S&P/TSX et à 40 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada.

Description des indices

Indice des obligations universelles FTSE Canada – Cet indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière est composé d'obligations de sociétés et d'État à taux fixe de catégorie

investissement, émises au Canada, libellées en dollars canadiens et dont le terme à courir est d'au moins un an. L'indice est pondéré en fonction de la capitalisation boursière.

Indice composé S&P/TSX – Cet indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indice(s) de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative
Actions	70,7
Obligations et débentures	17,9
Fonds sous-jacents	9,0
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	2,5
Autres éléments d'actif (de passif) net	-0,1

Par pays / région ¹⁾	% de la valeur liquidative
Canada	92,3
États-Unis	5,0
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	2,5
Taiwan	0,3

Par secteur ¹⁾²⁾	% de la valeur liquidative
Finance	30,3
Énergie	11,4
Fonds de titres à revenu fixe	9,0
Industrie	8,6
Consommation de base	4,8
Consommation discrétionnaire	4,7
Matériaux	4,4
Technologies de l'information	2,9
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	2,5
Soins de santé	2,1
Services de communication	1,2
Immobilier	0,3

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative
Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés canadiennes de premier ordre, série I	9,0
Power Corporation du Canada	5,7
Onex Corporation	4,3
La Banque de Nouvelle-Écosse	4,1
Société Financière Manuvie	4,1
Banque Royale du Canada	3,5
La Banque Toronto-Dominion	3,3
Obligations du gouvernement du Canada, 2,500 %, 1 ^{er} mai 2028	3,3
Enbridge Inc.	3,2
Obligations du gouvernement du Canada, 3,250 %, 1 ^{er} juin 2036	3,0
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,9
PrairieSky Royalty Ltd.	2,8
Intact Corporation financière	2,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	2,5
Canadien Pacifique Kansas City Limitée	2,5
Restaurant Brands International Inc.	2,2
Johnson & Johnson	2,1
Corporation TC Énergie	2,1
Les Compagnies Loblaw Limitée	2,1
Waste Connections, Inc.	2,0
Suncor Énergie Inc.	2,0
Alimentation Couche-Tard Inc.	1,7
Franco-Nevada Corporation	1,7
Obligations du gouvernement du Canada, 3,500 %, 1 ^{er} déc. 2057	1,7
Province d'Ontario, 3,900 %, 2 juin 2036	1,7

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.

2) Compte non tenu des obligations et des débentures.